

Le syndicat des commissaires de police (SCPN) confirme que la menace de l'ultra gauche n'a pas été suffisamment prise en compte ces dernières années

Après la mort de Quentin à Lyon, le débat sur les priorités sécuritaires ressurgit. Si l'ultra droite a historiquement concentré l'attention des services, le syndicat des commissaires de police confirme un déséquilibre de surveillance au regard des violences d'ultra gauche, et ce au détriment de la droite en France. Décryptage.

Frédéric Lauze

8 min de lecture

Atlantico :

Après la mort de Quentin, l'État doit-il revoir ses priorités opérationnelles face aux différentes formes de radicalité politique ?

Frédéric Lauze : Il faut effectivement sortir d'une lecture idéologique et revenir à une lecture fondée sur la dangerosité. Qui justifie et légitime la violence ? Qui recrute et qui frappe ? Quelle est aujourd'hui la réalité de la menace dans nos rues ?

La mort de Quentin à Lyon le 14 février dernier, dans un contexte d'affrontement, montre que la violence politique redevient un mode d'action banal et parfois un mode de concurrence entre les extrêmes.

La France, pays révolutionnaire, a connu plusieurs cycles. Avant 1914, une violence anarchiste avec des attentats et des assassinats. Puis, avec la naissance du Parti communiste après guerre, des tensions et des affrontements à l'occasion des grèves notamment. A partir des années 1930, on a constaté une violence de rue accrue, notamment par les ligues d'extrême droite (la Cagoule, les Camelots du roi), qui ont joué un rôle important dans sa diffusion, avec le choc du 6 février 1934. La réponse de l'État par la loi du 10 janvier 1936 a permis la dissolution des groupements de combat et des milices privées. Cette loi a d'ailleurs été conçue pour contenir ces organisations violentes. Après guerre, les idéologies d'extrême droite étaient complètement discréditées dans le débat public. Il y a alors eu une montée en puissance de mouvements d'ultra-gauche, qui était liée à la décolonisation, à la question sociale et le trotskisme et le stalinisme prônaient la violence à travers le concept de lutte des classes.

Il faut aujourd'hui revoir les priorités dans un sens opérationnel, en assumant un principe : tous les extrémismes doivent être traités, et la hiérarchie des priorités doit se faire selon la capacité de nuisance et de violence, non selon l'étiquette.

Y a-t-il eu une focalisation plus importante sur les groupuscules d'ultra-droite ces dernières années ? A-t-on assisté à une forme de déséquilibre dans l'attention portée aux violences d'ultra-gauche, par rapport à l'ultra-droite ?

Il y a effectivement eu une pression plus forte sur l'ultra-droite, ce qui est compréhensible. Jusqu'en 1945, l'extrême droite européenne s'est incarnée dans les régimes et

mouvements fascistes. La violence de la Seconde Guerre mondiale, la collaboration, le nazisme et la guerre totale ont conduit à reléguer ce courant de pensée au ban des nations et des idées acceptables et à en faire une cible prioritaire du renseignement.

Cet héritage a toutefois eu un effet secondaire. Après 1945, s'est installée l'idée que l'ultra-gauche serait moins dangereuse, parce qu'elle s'abrite derrière des mots moralement valorisés : "antifascisme", "progrès", "anticapitalisme", "justice sociale". Or l'histoire montre souvent l'inverse.

L'ultra-gauche a également produit du terrorisme et une violence structurée.

En France, il y a eu Action directe, avec plusieurs dizaines d'attentats et une douzaine de morts, notamment entre 1979 et 1987. En Europe, des mouvements d'extrême gauche comme les Brigades rouges en Italie ont mené des campagnes d'assassinats, d'enlèvements et d'attaques, faisant jusqu'à quatre-vingt morts. En Allemagne, la bande à Baader a également commis des assassinats et des enlèvements.

En France, ces trente dernières années, il y a eu la présence de mouvements d'ultra-gauche dans de nombreuses manifestations, où ils introduisent de la violence, notamment à travers la technique du black bloc, qui est davantage une méthode qu'une idéologie avec des tenues sombres, l'anonymat, une grande mobilité, une violence assumée et des affrontements avec les forces de police qui sont considérées par ces membres de l'ultra gauche non comme des forces neutres mais comme des ennemis.

Il y a donc eu un déséquilibre de perception, pas nécessairement dans les textes, mais dans la culture politique. Certaines violences ont été excusées parce qu'elles se présentaient comme antifascistes, ce qui a entraîné une forme de complaisance. Il est nécessaire de rééquilibrer les choses.

Le débat politique et sécuritaire en France a-t-il été marqué par une forme de complaisance face à certaines violences d'ultra-gauche ? De quelle nature est-elle : médiatique, judiciaire, politique ? Et comment lutter contre toute forme de légitimation implicite de la violence politique ?

Il y a eu, par moments, une forme de complaisance culturelle qui a pris trois visages.

Un visage médiatique d'abord via une forme d'euphémisation. Au lieu de parler de violence, les médias parlaient d'incidents, de tensions, alors qu'il s'agissait de destructions ciblées, d'attaques organisées, de stratégies d'émeutes.

Il y a également eu une complaisance d'ordre politique avec un refus de nommer les instigateurs et idéologues et des condamnations trop générales, qui finissent par ne condamner personne.

Enfin, il existe une complaisance de nature symbolique et intellectuelle.

L'ultra-gauche a installé un réflexe consistant à qualifier l'adversaire de fasciste afin de le sortir du champ démocratique. Ce mécanisme n'est pas théorique. Cela avait déjà été le cas, notamment en mai 1968, lorsque le pouvoir et la police étaient assimilés au fascisme. Le général de Gaulle, qui fait aujourd'hui largement consensus, était lui-même qualifié de fasciste !

Tous ceux qui ne pensent pas de la même manière sont ainsi qualifiés de fascistes. Dès lors, si vous êtes présenté comme un fasciste d'extrême droite, vous êtes assimilé à un nazi dans le cadre de la *reductio ad Hitlerum*.

L'adversaire ou l'opposant n'a plus droit de parler, et la violence se trouve justifiée. Il s'agit d'une justification intellectuelle et morale de la violence, présentée comme une défense légitime. C'est un procédé de terrorisme intellectuel qui vise à rendre l'autre illégitime afin de pouvoir s'en prendre à lui physiquement, et de l'exclure du débat politique loyal.

L'histoire française le rappelle, notamment à travers le cas du général de Gaulle, qui a été

visé par ce type d'accusations. Cette accusation conduit à l'idée qu'il faudrait combattre l'État.

La légitimation implicite de la violence politique est inacceptable. La violence politique doit être nommée pour ce qu'elle est, quel que soit le camp concerné. L'antifascisme n'est pas une circonstance atténuante. Il faut une même fermeté à l'égard de tous les extrêmes, qu'il s'agisse de l'islam radical, de l'ultra-gauche ou de l'ultra-droite. À défaut, la démocratie perdra la bataille morale.

Il convient également de rappeler que si la violence a été prônée au sein de l'ultra-droite, la France a aussi connu pendant longtemps un parti communiste lié à l'URSS et d'inspiration léniniste et qui fut stalinien jusqu'au bout. Il suffit de lire l'ouvrage majeur de Lénine, "Que faire ?", qui prône la violence à travers l'avant-garde éclairée et organisée du prolétariat, appelée à guider le peuple et à employer la contrainte révolutionnaire, c'est-à-dire la violence.

Citons également le Petit Livre rouge de Mao Zedong, où figure l'expression : « *le pouvoir est au bout du fusil* ». Le bilan du communisme n'a jamais été réalisé... D'autres ouvrages pourraient être mentionnés. Toni Negri a beaucoup influencé et influence encore les mouvements d'extrême gauche, notamment à travers son livre "Empire", qui peut être interprété comme une manière de légitimer la violence. Cet ouvrage soutient que le capitalisme est structurellement violent et agressif. Dès lors, la violence exercée ne serait qu'une forme d'autodéfense légitime.

Dans les manifestations récentes, malgré la présence de militants de l'ultra gauche et des black blocs, le professionnalisme des forces de l'ordre a permis d'éviter des drames. Les moyens actuels (renseignement, doctrine de maintien de l'ordre, arsenal juridique) sont-ils suffisants pour prévenir de nouveaux passages à l'acte violents ?

La France a beaucoup progressé et nous disposons aujourd'hui de très bons services de renseignement, que ce soit en matière d'anticipation, de détection précoce ou de maillage territorial. Les services sont performants, qu'il s'agisse de la DGSI, de la Direction nationale du renseignement territorial, du renseignement de la Préfecture de police. Nos moyens de lutte sont solides. L'État dispose d'un système de renseignement intérieur qui les plus complets d'Europe pour anticiper et entraver les violences politiques. Plusieurs lois relatives au renseignement, notamment depuis les attentats de 2015, ainsi que des lois antiterroristes sont de véritables atouts.

Il existe également des outils de dissolution administrative, largement utilisés ces dix dernières années contre différents groupes violents. Il y a également des interdictions ciblées de manifester. Les outils sont donc nombreux.

Je ne pense pas que le problème réside dans l'absence d'outils juridiques. La détection précoce repose sur le renseignement territorial. Il s'agit d'un travail de long terme, impliquant le suivi des radicalisations violentes, des noyaux [militants](#) les plus dangereux et une cartographie fine de ces réseaux.

En matière de maintien de l'ordre, la situation est différente. Contrairement à une idée reçue, le maintien de l'ordre à la française demeure efficace, malgré les graves perturbations entraînées par le mouvement des Gilets jaunes, notamment en raison de nombreuses manifestations non déclarées et d'un rythme inédit de mobilisations quasiment chaque week-end, et le plus souvent subverties par la violence d'extrême gauche.

Le professionnalisme des forces de police a permis d'éviter des drames, malgré les tactiques des black blocs, venus perturber les mouvements et semer le trouble et la violence.

Le dispositif sécuritaire et de renseignement fonctionne plutôt bien. Sur le [plan](#) des faiblesses, elles concernent notamment l'identification des individus masqués, qui s'immiscent dans la foule lors des manifestations, ce qui rend les interpellations complexes.

La grande difficulté réside également dans la difficulté de la judiciarisation afin d'imputer pénalement des faits précis à des individus violents. Nous ne disposons plus de l'outil que constituait la loi « anti-casseurs », avec le principe de responsabilité collective en vigueur jusqu'aux années 1980, supprimé sans réelle solution de remplacement. Il en résulte une violence gratuite souvent impunie.

Parmi les autres difficultés figure la neutralisation préventive de noyaux violents avant qu'ils ne dégradent une manifestation. Cette étape demeure extrêmement délicate. Néanmoins, les progrès sont constants. Nous savons préserver la liberté d'opinion et la liberté de manifester tout en anticipant les troubles, interpellier et entraver les individus les plus menaçants.

Les individus violents ont toujours un temps d'avance sur la démocratie mais le dispositif reste solide.

Le recours de plus en plus fréquent à des qualificatifs comme “fasciste” pour disqualifier un adversaire politique participe-t-il, selon vous, à une radicalisation du débat public ? Peut-on parler d'une forme de violence symbolique qui prépare ou banalise la violence réelle ?

Le fascisme est une horreur dont l'histoire a montré les conséquences. Le banaliser en qualifiant de fasciste toute personne qui ne pense pas comme vous constitue d'abord une insulte à la mémoire de ceux qui en ont été victimes. Ensuite, cela banalise et trompe l'opinion publique.

Aujourd'hui, le mot « fascisme » sert à disqualifier et à éviter le débat politique. Il révèle également une forme de fanatisation, souvent chez des individus très jeunes, engagés dans une logique proche de l'emprise sectaire.

En quête d'une ordalie ou d'une guerre qui n'existe plus - celle des années 1940 contre le nazisme - certains recherchent un ennemi et un combat, et qualifient de fasciste tout et n'importe quoi.

L'argument est remplacé par l'anathème, le débat par l'exclusion. Chez les plus radicaux, cela justifie l'idée qu'intimider, détruire ou frapper relèverait d'une attitude défensive. Cette violence ainsi légitimée prépare le terrain.

Elle a toujours existé, mais son intensification est préoccupante.

Qualifier les adversaires politiques de fascistes, y compris ceux qui expriment simplement une divergence d'opinion, contribue à fabriquer un climat de conflictualité dans lequel la violence physique peut apparaître cohérente avec le récit idéologique. Cela est extrêmement dangereux car cela traduit une incapacité croissante à débattre.

Il s'agit d'une forme d'intolérance, dont certains courants sont issus de la Révolution française. Il faut se rappeler de la Terreur et de Saint-Just qui disait : « *un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure !* », avant de lui-même être épuré ! Là où d'autres pays avaient progressé par des réformes, il a fallu en France des révolutions, avec du sang, de la violence et des excès. Derrière cette violence, il y a des hommes et des femmes, de tous bords, souvent innocents. Si la Révolution française a eu des effets émancipateurs certains, elle a aussi connu des épisodes de violence extrême dont se nourrissent encore aujourd'hui les groupes radicaux.

Il y a eu un abus du mot « fascisme ». Pour autant, il faut absolument lutter contre toutes les formes de fascisme. Mais le débat n'est pas là. Le jeune Quentin, qui est mort, a été tué par un groupe d'ultra-gauche, un groupe pour lequel une forme de complaisance a

prospéré. Toutes les violences doivent être combattues, qu'elles viennent de l'ultra-droite, de l'islam radical ou de l'ultra-gauche.